



Recherche publique Austérité, Précarité, Pilotage Cela suffit !

CNRS-INSERM

INRIA-IRD-INED

IRSTEA

Tout pour le patronat !

Le gouvernement a changé, mais la politique reste la même. « *Le gouvernement agit pour l'entreprise... Il fera voter les lois, réformer l'Etat, les collectivités, le territoire, la santé. Il faut réduire les dépenses publiques. Nous ne changerons pas de cap* » a déclaré M Valls à l'université d'été du Medef. On comprend que les patrons présents aient ovationné debout le Premier ministre.

Cela fait des décennies que les gouvernements qui se succèdent à la tête de l'Etat n'ont cessé au nom de la compétitivité des entreprises, d'aller au devant des desiderata de leurs dirigeants, de réduire les charges, les contraintes administratives, de faciliter les procédures de licenciements, etc... Le pacte de responsabilité exonère les employeurs pour 30 milliards d'euros de cotisations sociales. Mais cela ne suffit pas, il faut aller encore plus loin. Le premier ministre compte remettre en cause les seuils sociaux, assouplir le travail du dimanche, s'attaquer aux professions réglementées.

Une politique d'austérité sans fin

Le gouvernement plonge le pays dans l'austérité en réduisant sans cesse les dépenses de l'Etat, en comprimant les rémunérations. Le point d'indice des fonctionnaires qui est gelé depuis 2010 le restera jusqu'en 2017 !

Le budget 2014 prévoyait une baisse de 3 milliards d'€ des dépenses de l'Etat, la loi de finance rectificative votée début juillet en a rajouté 4 milliards.

Le gouvernement prévoit pour financer le pacte de responsabilité, 50 milliards d'économie sur la période 2015-2017. Les efforts seront répartis entre les dépenses de l'Etat (18 milliards), celles des collectivités territoriales (11 milliards), de la protection sociale (11 milliards) et de l'assurance-maladie (10 milliards). Ces mesures vont amplifier la dégradation des services publics, du système de Santé, puisque les réductions des dépenses de l'Etat vont concerner notamment les effectifs et le gel des salaires. Elles vont rendre la vie plus difficile et réduire la consommation.

Recherche Enseignement-Supérieur

La recherche et l'enseignement supérieur subissent cette politique d'austérité et d'assujettissement au patronat. Les recrutements sont « *fifrelinesques* », les effectifs des organismes notamment celui du CNRS se réduisent. La précarité est endémique, la plupart des précaires n'ont aucun avenir dans la recherche et les universités ! La profession se « *smicardise* » de plus en plus.

L'activité scientifique est totalement encadrée par les contrats de l'ANR et formatée par les critères de l'AERES. Ce qui est déterminant n'est plus la production de connaissances, mais ... de savoir se vendre pour recueillir de la monnaie.

Si les besoins de la connaissance ne cessent de croître, il y a pour le pouvoir politique moins de besoins de recherche puisque les finances de l'Etat se réduisent et qu'il y a de moins en moins d'entreprises sur le sol national et que celles qui restent réduisent leur R&D. Il faut donc réduire le nombre de laboratoires et lier encore plus ceux qui restent aux entreprises par le biais de l'innovation et du transfert.

Pour ce faire, le gouvernement crée des regroupements forcés, les Comue, structures technocratiques de pilotage régional des recherches et des enseignements et de mutualisation des emplois.

Il faut enrayer cette politique de déclin. Les gouvernements font tout pour décourager les salariés, les résigner. Il n'y aurait pas d'autres politiques possibles que celle menée jusqu'à présent !

Mais pour combien de temps sommes nous condamnés à subir cette politique qui enlève toute perspective d'avenir professionnel aux jeunes, qui nous contraint de vivre de plus en plus difficilement, qui enlève de plus en plus de droits aux salariés ?

La seule possibilité de changer de politique réside dans l'intervention des salariés, dans leur mobilisation. Au moment où se prépare le budget 2015, le SNTRS-CGT appelle les personnels des organismes de recherche à manifester leur opposition à cette politique d'austérité et de pilotage en participant aux initiatives qui se préparent dans le cadre de la Fête de la Science et de « Science en marche ».